

DU 22 AU 24
SEPTEMBRE 2016

ALTERNATIBA LÉMAN

FESTIVAL TRANSFRONTALIER
DES INITIATIVES LOCALES
POUR LE CLIMAT



PRIX CANTONAL
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

MENTION 2016

Le climat VERSUS les accords de libre-échange



COMITE STOP-TiSA – GENEVE



COLLECTIF STOP GMT 74

Conférence et débats à propos de l'Accord sur le
Commerce des Services **TiSA – ACS**
et les autres traités de libre-échange **CETA, TAFTA...**

Jeudi 22 septembre 2016 à 20 heures

Maison des Associations, Salle Gandhi
rue des Savoises 15, 1205 Genève

Jacques Cambon

Animateur du comité d'Attac 74 Genevois et du
collectif Stop GMT 74

Gérard Scheller

Membre du comité d'Attac-Genève et du comité
Stop-TiSA

Leo David Hyde

Membre du syndicat International des Services
Publics (PSI)

Modération :

Christine Bürer

Organisation : Alternatiba et Comité Stop-TiSA

Le climat VERSUS les accords de libre-échange

Le libre-échange c'est :

- ***L'augmentation des volumes de marchandises transportées*** : plus de gaz à effet de serre émis par les camions, les bateaux, les avions qui les transportent
- ***L'industrialisation de l'agriculture*** : plus d'engins agricoles qui émettent des gaz à effet de serre, plus de produits polluants: (pesticides, herbicides, engrais chimiques), des aliments pour le bétail qu'on importe de très loin...
- ***L'impossibilité pour les pouvoirs publics d'interdire les énergies sales*** au nom de la liberté de profit pour les multinationales
- ***L'impossibilité pour les pouvoirs publics de prendre des mesures de protection de l'environnement***, toujours au nom de la liberté de profit pour les multinationales
- ***L'impossibilité pour les pouvoirs publics de privilégier les entreprises locales pour favoriser les énergies renouvelables*** au nom de la concurrence libre et non faussée
- ***la privatisation de la Nature*** : transformation des fonctions écologiques de la planète (stockage du carbone, purification de l'eau, pollinisation...) en « services économiques » soumis aux lois du marché.

Le libre-échange c'est :

- le **TAFTA** (appelé aussi **TTIP** ou **GMT** ou **PTCI**), **projet d'accord entre l'Union Européenne et les États-Unis** qui pourrait, aux dernières (bonnes) nouvelles, ne pas aboutir. Ce traité est au service de multinationales, il met en cause la souveraineté alimentaire, environnementale et sociale des États et la pérennité de leurs services publics. Mais pour le moment les négociations ne sont toujours pas officiellement abandonnées...
- le **CETA (Europe-Canada, appelé aussi AECG)** qui est signé et dont la ratification par le **Parlement et le conseil Européen est programmée pour septembre-octobre 2016**. Sa mise en œuvre provisoire, sans attendre la ratification par les parlements nationaux, est demandée par la Commission Européenne : elle ouvrirait la porte aux mêmes conséquences désastreuses que le TAFTA.
- le **TiSA (Trade in Services Agreement ou ACS) accord de libre-échange sur le commerce des services négocié en toute discrétion depuis 2012 entre 50 pays**. Il vise à soumettre l'ensemble des services à la concurrence internationale, qu'il s'agisse de services publics, de services subventionnés ou de services privés. Les prestations des services publics seraient dès lors considérées comme de la concurrence déloyale pour les entreprises privées. Même les acquis sociaux et syndicaux et environnementaux seraient attaqués. Les décisions démocratiques, dans le domaine des transports, de l'énergie, de la protection des consommateurs ou encore de la santé et de la formation deviendraient inapplicables car considérées comme des "obstacles non nécessaires au commerce" selon cet accord. Conscientes de la gravité de l'enjeu, **plusieurs communes du canton de Genève, et ailleurs en Suisse, se sont symboliquement déclarées hors TiSA** (la Ville, Carouge, Meyrin, Plan-les-Ouates, Puplinge, Lausanne, Renens, Sainte-Croix et la ville de Zurich). Le Parlement du canton de Genève a également voté dans ce sens en novembre 2015.

Ces accords de libre-échange menacent les services publics, portent gravement atteinte à nos droits démocratiques et sont en contradiction avec les accords de la COP 21 pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Quant à nous, citoyens, il est urgent et vital, que nous soyons informés des implications de ces accords.

Mobilisons-nous !